

ler. Et le soutien du peuple n'est-il pas le premier devoir d'un bon gouvernement? La cause de tout cela, nous l'avons déjà dit, c'est l'absence presque complète d'opinion publique, parmi nous. Le fait est malheureusement trop notoire, les preuves en sont accablantes, et Québec, sous ce rapport, a acquis une réputation qu'il n'a pas volée. Partout l'on dit qu'à Québec le premier venu peut se faire élire avec de l'argent et l'appui du gouvernement. Il suffit de jeter un regard en arrière pour se convaincre que l'on pas tort de nous jeter ce reproche à la face. Quand donc comprendrons-nous notre intérêt? Quand cessons-nous de nous déchirer les uns les autres pour nous unir comme un seul homme et nous faire respecter. Il y va de notre honneur, et de notre salut. Sachons choisir des hommes qui s'occupent de nous avant de s'occuper d'eux-mêmes; sachons nous débarrasser de tous ces hommes pusillanimes qui n'ont pas assez de courage pour faire noblement leur devoir, et nous serons forts et respectés.

LA COLONISATION.

Nous avons à Québec, une société de Colonisation qui existe depuis environ trois ans, et dont Mr. Stanislas Drapeau est le fondateur. Cette société doit être pour nous un sujet d'espérance, malgré le peu d'appui qu'elle a encore reçu du Gouvernement, car c'est elle qui nous soutient dans cette lutte terrible de la population contre la misère.

La population augmente, l'industrie diminue et semble vouloir disparaître. La construction des navires, autre fois la vie des ouvriers va toujours diminuant, et disparaîtra bientôt, vu la réputation assez grande déjà des navires en fer. Il ne reste plus aux ouvriers qu'un seul moyen de salut; mais c'est le noble moyen, le beau moyen, celui de parvenir à l'indépendance, celui de cultiver la terre.

Si nous pouvions être écouté, si notre voix était assez puissante, nous ne voudrions parler que pour exciter nos compatriotes à être de vrais Canadiens-Français, à défricher ces terres, riche héri-

tage que nous ont laissé nos pères.

Ces terres sont notre possession, et malheureusement les étrangers nous les enleveront et nous forceront bientôt à oublier ces beaux monuments de leurs exploits.

Il nous semble que les sacrifices même les plus grands ne devraient pas être un obstacle à l'exploitation de ces mines si riches et si abondantes, que la seule idée de conserver pur le noble héritage de nos aïeux devrait suffire pour nous encourager à ne pas laisser passer nos biens entre des mains étrangères. Tout au contraire, devrait nous encourager, le patriotisme et l'intérêt; patriotisme, car c'est le moyen d'arrêter cette émigration qui, outre les chagrins particuliers qu'elle cause, nous force à rester dans un état stationnaire, tandis que les ennemis de notre notionalité augmentent en nombre beaucoup plus considérable.

L'intérêt des Canadiens, et en particulier des ouvriers, exige la culture de ces terres en même temps que l'abandon de cette industrie qui va bientôt disparaître.

La construction en bois des navires n'est plus pour nous qu'un mot; la population augmente tous les jours, les ouvriers sont en nombre considérable, et il ne leur reste plus qu'à attendre la misère la plus terrible, s'ils ne se meuvent et ne font des efforts pour obtenir des secours du gouvernement et abattre nos vieilles forêts du Canada.

Combien il en coûterait peu, pour tant au gouvernement d'aider notre population à s'étendre et à cultiver tant et de si belles terres. Combien il lui en coûterait peu de rendre des milliers de pauvres heureux et fiers de posséder un morceau de terre, qui leur fournirait le pain que l'industrie n'a pas toujours pu leur donner.

Si au lieu de dépenser quarante mille louis chaque année pour une milice qui ne sera jamais plus disciplinée que la milice sédentaire, (nous disons cela parce que ce n'est pas avec dix ou vingt jours d'exercice par année que l'on peut faire des soldats); si au lieu de dépenser ces quarante mille louis pour la milice, le gouvernement employait seulement

vingt mille pour la Colonisation, il contribuerait à la richesse du pays en même temps qu'au bonheur du peuple.

SALAIRES DES MEMBRES.

Le major Campbell a présenté un bill pour réduire le salaire des membres de la chambre à \$3 par jour; mais à sa deuxième lecture, ce bill a été renvoyé à six mois.

Nous savons combien grand est le désintéressement du major Campbell; mais nous étions bien sûr qu'il ne réussirait pas à ménager les deniers publics.

Nous sommes pourtant bien éloigné d'en vouloir à ceux qui ont rejeté cette proposition, car nous savons que, pour le député qui fait son devoir \$6 ne sont pas trop; outre que c'est un moyen sûr de faire obstacle à la corruption, en payant bien ceux qui croiraient n'être pas assez rémunérés.

Comme il se rencontre quelquefois des hommes pauvres, dont les mérites et les talents sont grands, et à qui le peuple aime à confier ses intérêts, nous pensons que ces hommes doivent être mis en état de soutenir le rang où ils ont été élevés.

Quelques membres ont dit que la somme devrait être élevée à \$3 par jour, nous les prions de ne pas oublier que :

In medio stat virtus.

EXPLICATION.

Lecteurs, nous vous devons un mot d'explication au sujet de quelques libertés grandes que nous avons prises envers notre ami l'illustrissime Citoyen Michel. Quelques amis de l'inestimable *Observateur* nous font mandé que nous avions dévié de notre programme en attaquant à brûle-pourpoint cette estimable personne. Il est vrai que dans notre prospectus, nous avons dit: "Quelque soient nos hommes publics, il (*le Bourru*) ne ne les dénigrera jamais."

Oui, nous avons dit cela; et nous y avons tenu et nous y tiendrons encore rigoureusement à l'avenir.

Nous ne "dénigrerons" jamais nos hommes publics, mais nous nous ré-